

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-de-Marsan

Mont-de-Marsan, le 13 décembre 2024

Références : DREAL/2024D/9627
Code AIOT : 0003106635

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11 décembre 2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LASSUS Patrice

Lieu-dit Brana
40230 Bénesse-Maremne

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11 décembre 2024 de l'établissement exploité par LASSUS Patrice et implanté au lieu-dit Brana sur la commune de Bénesse-Maremne. L'inspection a été annoncée le 9 décembre 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

LASSUS Patrice
Lieu-dit Brana - 40230 Bénesse-Maremne
Code AIOT : 0003106635
Régime : Déclaration avec contrôle périodique
Statut Seveso : Non Seveso
IED : Non

La société gérée par Monsieur Patrice Lassus est implantée sur le territoire de la commune de Bénesse-Maremne, dont le siège social est basé route d'Angresse. Elle est spécialisée en travaux forestiers.

Cette société dispose d'un établissement secondaire sis lieu-dit « Le Brana » (parcelles AR 246 et 247) sur le territoire de la commune de Bénesse-Maremne et qui fait l'objet du présent rapport. Ce site a une superficie de 9 422 m², dont l'utilisation principale réside dans l'entreposage et le broyage de déchets verts, ainsi que l'entreposage de granulats pour l'entretien des digues du Marais d'Orx.

Suite à la mise en demeure du 31 août 2022, l'exploitant s'est déclaré en préfecture par télédéclaration du 31 octobre 2022.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant.

Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Contrôle de l'accès	Arrêté Ministériel du 6/06/2018 Annexe I - § 3.1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	6 mois
3	Rétention des sols	Arrêté Ministériel du 6/06/2018 Annexe I - § 2.7	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	6 mois
5	Isolement du réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 6/06/2018 Annexe I - § 2.9	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	6 mois
6	Réseau de collecte et eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 6/06/2018 Annexe I - § 5.1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Valeurs limites de rejet	Arrêté Ministériel du 6/06/2018 Annexe I - § 5.3	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	6 mois
8	Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée	Arrêté Ministériel du 6/06/2018 Annexe I - § 5.6	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	6 mois
9	Bruit	Arrêté Ministériel du 6/06/2018 Annexe I - § 8	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	6 mois

⁽¹⁾ s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Autre information
1	Déclaration ICPE	Preuve de dépôt n° A-2-IMW0ZDC2Y du 31/10/2022	/	Sans objet
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 6/06/2018 Annexe I - § 4.1	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'état du site n'a pas évolué, aucun des travaux de mise en conformité demandés n'a été réalisé.

L'activité du site a décliné et l'exploitant envisage d'arrêter toute activité au lieu-dit Brana.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration ICPE

Référence réglementaire : Preuve de dépôt de déclaration n° A-2-IMW0ZDC2Y du 31/10/2022
Thème(s) : Situation administrative, Seuils déclarés
Prescription contrôlée : Déclaration ICPE du 31/10/2022 : <ul style="list-style-type: none"> • rubrique 2260-1 : 400 kW • rubrique 2716 : 900 m³ • rubrique 2794 : 29 t/j • rubrique 2515 : 200 kW
Constats : Le jour de l'inspection, il a pu être constaté la présence de : <ul style="list-style-type: none"> • 1 tas d'environ 40 m³ de souches, • 1 tas d'environ 100 m³ de branches, • 1 tas d'environ 50 m³ de terres et déchets végétaux à cribler, • 1 tas d'environ 100 m³ de broyats de déchets végétaux (prestation sous-traitée).

Les valeurs déclarées étaient respectées.

Par ailleurs, d'après l'exploitant, l'activité est moribonde et le gérant est désormais seul dans sa société. Il envisage de rapatrier cette activité sur sa propriété route d'Angresse à Bénesse-Maremne.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrôle de l'accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 6 juin 2018, Annexe I - § 3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Portail et clôture

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 08/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : -
- date d'échéance qui a été retenue : -

Prescription contrôlée :

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre aux installations. [...]

Constats :

Actuellement, le site n'est pas clôturé, ni muni d'un portail d'accès, bien que les fondations avec ferrailles en attente soient présentes.

L'exploitant attend toujours que le maçon fasse les travaux commandés. Il a assuré que le portail serait posé d'ici le 20 décembre 2024. Pour la clôture, il a indiqué en faire une partie en décembre, puis le reste début 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre, sous six mois, les justificatifs des travaux de portail et de la clôture, ou à défaut, de procéder à la cessation d'activité ICPE.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Rétention des sols

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 6 juin 2018, Annexe I - § 2.7

Thème(s) : Risques accidentels, Imperméabilisation des sols

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 08/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : -
- date d'échéance qui a été retenue : -

Prescription contrôlée :

Le sol des aires et des bâtiments où sont entreposés ou manipulés des métaux, alliages de métaux, des déchets ou des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, A1 (incombustible) et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Constats :

Aucune aire n'a été imperméabilisée et les lixiviats s'infiltrant directement dans les sols. Il n'est pas prévu de travaux par l'exploitant, car il souhaite se séparer de ce site rapidement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre sous six mois les justificatifs des travaux d'imperméabilisation des aires d'activité et d'entreposage des déchets, ou à défaut, de procéder à la cessation d'activité ICPE.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 6 juin 2018, Annexe I - § 4.1

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 08/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : -
- date d'échéance qui a été retenue : -

Prescription contrôlée :

L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment :

- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits et déchets gérés dans l'installation ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire.

Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :

- d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que :
 1. des bouches d'incendie, poteaux, ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;
 2. des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours.

Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m³/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;

- d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ;
- d'une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au risque ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre et des pelles.

Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.

Constats :

Au moins un poteau incendie se trouve à moins de 100 mètres du site. L'exploitant ne connaît pas le débit fourni à 1 bar de pression, mais ce même poteau est valorisé dans la défense incendie du site voisin Biogasconha. Il paraît récent et en bon état visuel.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Isolement du réseau de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 6 juin 2018, Annexe I - § 2.9
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des eaux d'extinction d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 08/11/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : -• date d'échéance qui a été retenue : -
Prescription contrôlée : <p>Le site dispose d'une capacité de rétention des eaux de ruissellement générées lors de l'extinction d'un sinistre ou d'un accident de transport. L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention.</p> <p>Les dispositifs d'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont clairement signalés et facilement accessibles. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.</p>
Constats : <p>Il n'existe actuellement aucun réseau de collecte des eaux du site et donc pas de dispositif de confinement. Pourtant, des tuyaux neufs empilés sont présents, mais ils ne seront certainement jamais mis en œuvre sur le site étant donné que l'exploitant souhaite s'en séparer rapidement.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre sous six mois les justificatifs des travaux de mise en place d'un réseau de collecte des eaux du site ainsi que d'un dispositif de confinement, ou à défaut, de procéder à la cessation d'activité ICPE.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Réseau de collecte et eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 6 juin 2018, Annexe I - § 5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte et traitement des eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 08/11/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : -• date d'échéance qui a été retenue : -
Prescription contrôlée : <p>Tous les effluents aqueux sont canalisés.</p> <p>Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduares des eaux pluviales.</p> <p>Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduares et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement ou sur les produits et/ou déchets entreposés, sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat.</p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p>
Constats : <p>Il n'existe actuellement aucun réseau de collecte des eaux du site.</p>

Pourtant, des tuyaux neufs empilés sont présents, mais ils ne seront certainement jamais mis en œuvre sur le site étant donné que l'exploitant souhaite s'en séparer rapidement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre sous six mois les justificatifs des travaux de mise en place d'un réseau de collecte des eaux du site, ou à défaut, de procéder la cessation d'activité ICPE.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Valeurs limites de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 6 juin 2018, Annexe I - § 5.3

Thème(s) : Risques chroniques, VLE eau

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 08/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : -
- date d'échéance qui a été retenue : -

Prescription contrôlée :

Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes :

- matières en suspension : la concentration ne dépasse pas 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà ;
- DCO : la concentration ne dépasse pas 300 mg/l si le flux journalier n'excède pas 100 kg/j, 125 mg/l au-delà ;
- hydrocarbures totaux : 10 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j ;
- métaux totaux (rubriques n° 2711, 2713 et 2716) : 15 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j.

Ces valeurs limites sont respectées en moyenne quotidienne. [...]

Constats :

Les eaux du site n'étant pas collectées, elles ne sont donc pas analysées. Actuellement, celles-ci s'infiltrant directement dans les sols ou ruissellent pour partie vers un fossé périphérique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre sous six mois les justificatifs des analyses des eaux du site rejetées au milieu naturel, ou à défaut, de procéder la cessation d'activité ICPE.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 6 juin 2018, Annexe I - § 5.6

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance eau

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 08/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : -
- date d'échéance qui a été retenue : -

Prescription contrôlée :

Une mesure des concentrations des différents polluants visés au point 5.3 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent point.

Constats :

Les eaux du site n'étant pas collectées, elles ne sont donc pas analysées. Actuellement, celles-ci s'infiltrant directement dans les sols ou ruissellent pour partie vers un fossé périphérique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre sous six mois les justificatifs des analyses des eaux du site rejetées au milieu naturel, ou à défaut, de procéder à la cessation d'activité ICPE.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 6 juin 2018, Annexe I - § 8

Thème(s) : Risques chroniques, Nuisances sonores

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 08/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : -
- date d'échéance qui a été retenue : -

Prescription contrôlée :

Les émissions sonores émises par l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Constats :

L'exploitant n'a jamais réalisé de mesures des niveaux sonores lors des campagnes de broyage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre sous six mois les justificatifs d'une mesure des niveaux sonores lors d'une campagne de broyage, ou à défaut, de procéder à la cessation d'activité ICPE.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois